

Questions orales

[Traduction]

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

L'EXPLOITATION DU MARCHÉ DES ASSURANCES—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances. Les assureurs et les consommateurs en général s'inquiètent dans tout le pays de la rumeur persistante selon laquelle les banques pourraient être autorisées à vendre des assurances. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à exécution ce projet ridicule?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de sa question. Les compagnies d'assurance m'ont présenté des instances aussi énergiques que les siennes. J'ai écouté leurs objections et comme le député le sait, notre politique sera annoncée d'ici quelques semaines à peine.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA RÉDUCTION DU NOMBRE D'HEURES HEBDOMADAIRES EXIGÉES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le rapport de la Commission Wallace sur le travail à temps partiel et le rapport Forget déposé hier ont tous deux recommandé de réduire le nombre d'heures hebdomadaires exigées pour permettre aux travailleurs et aux travailleuses à temps partiel d'avoir droit à l'assurance-chômage.

Lorsqu'on sait que 72 p. 100 des travailleurs à temps partiel sont des femmes et qu'une des priorités du gouvernement conservateur est l'égalité des femmes en emploi, le ministre peut-il nous dire s'il accepte ces recommandations et s'il va agir maintenant sur ces recommandations?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je pense que ma collègue sait jusqu'à quel point j'ai été sensible autant au Secrétariat d'État qu'au ministère de l'Emploi au rôle qu'on doit accorder aux femmes sur le marché du travail.

Alors, je pense que la substance qui est à l'intérieur de la recommandation est intéressante. Mais lorsque vous me dites: Allez-vous l'appliquer immédiatement? Évidemment, non.

Dans le même cadre de la discussion que nous faisons depuis le début, comment situons-nous une recommandation comme celle-là? A mon avis, la question des femmes et la femme au travail devra, dans les recommandations que nous allons faire sur l'assurance-chômage, être un des points prioritaires, sinon le plus important.

LES FEMMES ET L'EMPLOI—LA POSITION DU MINISTRE

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je suis très heureuse d'entendre le ministre dire que les femmes et

le travail sera une des recommandations prioritaires. Parce que j'aimerais que le ministre se rappelle que les femmes donnent 39 millions de dollars de plus qu'elles n'en retirent au Régime d'assurance-chômage.

Alors, je voudrais simplement que le ministre nous rappelle ce qu'il a dit, et c'est effectivement vrai, qu'une des recommandations principales de son rapport au mois de mai sera: les femmes et l'emploi.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, absolument, et ma collègue va gentiment admettre quelque chose. C'est que le gouvernement conservateur, depuis deux ans, a fait passer le taux de participation des femmes, entre autres dans la stratégie de l'emploi, de 35 p. 100 à 49 p. 100. Les résultats sont là.

Effectivement, et je m'engage à le faire, en admettant que la femme au niveau du travail, dans le dossier de l'assurance-chômage, soit prioritaire, la députée admettra que c'est beaucoup plus facile pour un gouvernement qui a de si bons résultats au sujet des femmes.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE, DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. le Président: Je désire attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune de l'honorable Ronald Giffen, procureur général de la Nouvelle-Écosse, de...

[Français]

L'honorable Herbert Marx, procureur général et ministre de la Justice du Québec;

[Traduction]

de l'honorable Ian Scott, procureur général et solliciteur général de l'Ontario et de l'honorable Brian Smith, procureur général de la Colombie-Britannique.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LES CLÉS DES SUPERBOÎTES

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société canadienne des Postes. Le gouvernement nous a donné des superboîtes qui sont censées être solides et sûres. Nous avons maintenant une superclé qui ouvre toutes les portes. Rien ne lui résiste! Quand notre courrier sera-t-il en sécurité? Quand allons-nous avoir un superverrou? Y a-t-il un gardien des clés du côté ministériel?